

DEBAT DES PANELISTES

Ali ASLAN

Merci messieurs. Je pense que je parle au nom de tous les membres du public. Je suis impressionné par l'énergie et la passion que vous avez montrée ici ce matin. Il est clair que vous êtes préoccupés par l'état de l'Europe et que vous souhaitez la réussite de l'état de l'Union. Je pense que c'est devenu très évident. Il nous reste 25 minutes pour cette session et... Michael, êtes-vous en train de me dire que vous devez partir ?

Michael LOTHIAN

J'ai un avion à prendre.

Ali ASLAN

Vous avez un avion à prendre. Mesdames et Messieurs, c'est vraiment un avion et non le départ symbolique d'un membre de la communauté britannique.

Michael LOTHIAN

Merci beaucoup. Ravi de vous avoir rencontré.

Ali ASLAN

Merci Michael. Nous ne verrons pas dans cet acte un signe symbolique, et nous vous souhaitons un bon retour. Si vous le souhaitez, vous pouvez vous rapprocher, cela sera sans doute mieux pour les photos.

Mesdames et Messieurs, je suis à peu près certain qu'à la suite de ces exposés passionnés et très intéressants, nous aurons une foule de commentaires, de remarques et de questions. Si tel est le cas, indiquez-le afin que nous puissions organiser une séance de questions-réponses très rapidement dans le temps qui nous reste. S'il y a des questions, s'il vous plaît faites-le moi savoir. Dans le cas contraire, j'ai moi-même quelques questions à poser. Monsieur le ministre Borrell, la question de la migration, c'est devenu très clair au cours des présentations de ce panel, a entraîné une montée du populisme et des partis populistes dans les parlements nationaux de l'UE. Or, l'Espagne, en dépit de ses difficultés économiques, a été épargnée par ce phénomène particulier. Il n'y a pas de mouvement populiste significatif à proprement parler. Pourquoi, selon vous, le cas espagnol est-il si différent ?

Josep BORRELL

Je ne dirais pas qu'en Espagne nous n'avons pas de mouvements populistes. Nous en avons. Nous n'avons pas de réactions xénophobes, ni anti-migrants. Il y a des populismes qui ne sont pas comme cela. C'est une bonne question. Pourquoi l'Espagne ?

D'abord, l'Espagne n'a pas reçu le nombre de migrants reçus par l'Italie. Les Italiens se sont sentis abandonnés par l'Union européenne. Ils ont demandé de l'aide et nous, Espagnols, Français, nous avons regardé de l'autre côté. En Espagne, nous n'avons pas eu cette grande concentration qu'a eue l'Italie, ou l'Allemagne il y a deux étés. Maintenant, cela commence. Nous avons déjà presque 40 000 arrivées cette année. Mais, il est vrai que, au fond de la société espagnole, un sentiment de solidarité se montre tous les jours dans l'accueil des migrants dans le Sud, en Andalousie. Peut-être parce que nous avons été un peuple de migrants ; peut-être parce que nous avons besoin de quantités de main-d'œuvre ; peut-être parce que notre migration était surtout latino-américaine. Il est beaucoup plus facile d'intégrer quelqu'un qui parle votre langue et qui partage une tradition culturelle, religieuse. Il est beaucoup plus facile d'intégrer des gens d'Amérique du Sud que des gens de la Corne de l'Afrique. Je pense que cela a joué.

Croisons les doigts, en Espagne nous n'avons pas cette réaction contre les migrants, contre l'étranger, cette idée qui se développe dans l'Est de l'Europe de dire « nous voulons être une société pure. Nous refusons la migration. Nous nous enfermons ». Cela existe vraiment : « nous ne voulons pas des migrants ». Nous avons vu le gros échec d'essayer d'attribuer des quotas obligatoires dans les pays de l'Est. Cela n'a pas marché. Normalement, cela ne doit pas pouvoir marcher parce qu'on viole les désirs profonds d'une société. Je pense que c'est la raison la plus importante. J'espère que nous continuerons à être une terre d'accueil et que nous continuerons à avoir, avec nos voisins du nord de l'Afrique, le Maroc, une politique de coopération qui nous aide beaucoup.

Ali ASLAN

La coopération en matière de migration est évidemment très importante. Karin Kneissl, votre gouvernement ou du moins le partenaire minoritaire de votre coalition a fait des déclarations qui pourraient être définies comme xénophobes et anti-réfugiés sur les questions relatives aux migrants. Les critiques dont votre gouvernement, et particulièrement votre partenaire mineur, ont fait l'objet sur la scène internationale sont bien connues. Diriez-vous, en parlant de l'avenir de l'Europe et de l'Autriche en particulier, qu'il n'y a pas de danger que l'Autriche dérive à droite sur ces questions? Pensez-vous que votre gouvernement se préoccupe réellement du sort des immigrants et des migrants ?

Karin KNEISSL

Pourriez-vous être un peu plus précis dans vos critiques ? Je ne comprends pas votre question.

Ali ASLAN

Je parle des sentiments xénophobes de votre partenaire mineur exprimés récemment.

Karin KNEISSL

Pouvez-vous donner un exemple ? Je n'ai connaissance d'aucun événement particulier.

Ali ASLAN

Il s'agit de propositions qui ont été faites, comme de recenser les personnes de confession juive. Est-ce une fausse information ?

Karin KNEISSL

Je ne dis pas que c'est une fausse information, mais vous sortez de son contexte une décision prise par un gouvernement précédent dans une province donnée, et relative à la commande d'un certain type de nourriture. Cela a été décidé dans une province par un gouvernement précédent, et ne concerne pas le gouvernement national mais le gouvernement régional.

Ali ASLAN

Parlons alors des objectifs spécifiques de la présidence autrichienne de l'UE. Parlons de la contribution actuelle de l'Autriche à une Europe solide, sûre et prospère. Que pouvez-vous nous dire à ce propos ?

Karin KNEISSL

Cela fait maintenant trois ou quatre mois que nous sommes à la présidence de l'UE et, en tant que ministre des Affaires étrangères, j'ai brièvement parlé du vide que nous avons en Europe du Sud-Est. Nous nous sentons proches. La géographie est le facteur constant de l'histoire, comme nous le savons. Nous avons une grande diaspora de personnes d'origine serbe, kosovare et albanaise et nous manquons de perspective, en particulier pour la population jeune de la région. Mes premières visites ont été à Sarajevo, Belgrade et Zagreb, car c'est une région dont nous connaissons l'importance : elle est entourée de pays de l'UE et n'a pas une vision claire en ce qui concerne un avenir européen. Je comprends tout à fait le scepticisme et M. Bourlanges a également évoqué les élections européennes à Paris et à La Haye.

Jean-Louis BOURLANGES

La grande différence – et je terminerai par là – entre les Français et les Allemands sur l'Europe est la suivante : en France, vous ne trouverez personne qui soit d'accord avec le *statu quo* européen. Vous aurez soit des gens contre, qui veulent revenir en arrière, soit des gens qui veulent aller plus loin. En Allemagne, ils sont très contents de l'Europe telle qu'elle est et ils disent : « si cela ne marche pas mieux, c'est parce que les gens ne respectent pas les traités tels qu'ils sont ». La différence d'approche est sensible et cela explique un peu la déconvenue que vous prêtez au Président Macron. Il est arrivé avec une idée : « la France a traîné les pieds. L'Allemagne a toujours voulu aller de l'avant. Il suffit donc que la France se mette en mouvement pour que l'Europe avance ». Eh bien non, la France traînait les pieds mais l'Allemagne est, depuis Maastricht, depuis la réunification, satisfaite de l'Europe telle qu'elle est et n'est pas disposée à faire franchir à l'Europe un saut qualitatif. Il reste que l'Europe est menacée et que le statut quo n'est pas une option pleinement.

Ali ASLAN

Nicolas, vous êtes basé à la fois en Europe et aux États-Unis, vous avez donc un double point de vue sur les problèmes. L'actuel président américain n'a pas caché que les problèmes et les relations avec l'Europe ne sont pas sa priorité absolue. De votre point de vue, l'UE perd-elle de sa pertinence ? Lorsque vous êtes à Washington et que vous discutez avec vos homologues américains, avez-vous l'impression que l'influence de l'Europe et le sentiment de sa pertinence diminuent dans cette partie du monde ?

Nicolas VÉRON

Il y a différents cycles sur différentes questions ici. D'une part, le fait que l'UE ne soit pas au centre de la vision du monde des États-Unis n'est pas nouveau. Si le mandat d'Obama a été surnommé la présidence du Pacifique, c'est déjà car le Président n'avait pas d'historique avec l'Europe et qu'il ne s'y intéressait pas vraiment. Il n'y a donc là rien de nouveau. De toute évidence, les principaux problèmes de sécurité des États-Unis concernent le Moyen-Orient et la Chine. L'Europe a été considérée comme moins prioritaire tout simplement parce qu'elle ne constitue pas une zone à risque.

À l'instar de nombreuses questions sur la présidence Trump, il reste à déterminer si cette administration aura une position hostile et agressive à l'égard de l'Europe. Le président Trump a déclaré que l'Union Européenne avait été créée dans le but de profiter des États-Unis et de les placer dans une position difficile - ce sont des paroles sans précédent. Aucun autre président avant lui n'avait fait une telle déclaration. Par conséquent, je n'énoncerais pas la question en termes de pertinence ou de non-pertinence. Il s'agit plutôt de savoir si les États-Unis seront agressifs à l'égard de l'intégration de l'UE ou s'ils s'en désintéresseront.

Nous ne le savons pas encore. L'Europe est en réalité plus pertinente d'une certaine façon, car elle fait davantage contrepoids à certains coups de tête de l'administration Trump, notamment dans le domaine du commerce ou du changement climatique. Elle est moins alignée sur l'administration américaine qu'auparavant, notamment sous l'administration Obama, ce qui crée un conflit, lequel renforce la pertinence, mais il est encore trop tôt pour se prononcer.

Ali ASLAN

Madame la Ministre Kneissl, lorsque nous parlons de l'Europe - et ce panel n'a pas fait exception à la règle - le besoin de solidarité apparaît toujours primordial. En envisageant l'avenir, en discutant avec vos homologues européens tels que Monsieur le ministre Borrell, quel est votre niveau d'optimisme quant à l'état de l'UE, à son rôle et à son importance dans les affaires internationales ?

Karin KNEISSL

L'Europe repose sur des traités. C'est une chose dont j'ai toujours été fière en tant que citoyenne européenne. Il y a quelques jours à peine, le 24 octobre, nous avons célébré le 374^{ème} anniversaire de la signature du traité de Westphalie, qui, à mon avis, marque l'ouverture de l'Europe à la modernité. C'était les débuts de l'état territorial, de l'égalité des Etats souverains, du droit international et du multilatéralisme. Grotius et Richelieu, un idéaliste et un

réaliste, ont tous deux élaboré le Traité de Westphalie. Pour moi, c'est ce qu'est l'Europe, la crédibilité, et pour rester crédible, en particulier vis-à-vis de la Chine, il s'agit de savoir si nous nous conformons à nos propres obligations normatives. Le traité de l'Iran relatif au désarmement nucléaire est l'un des problèmes majeurs en matière de politique étrangère. « *Pacta sunt servanda* » : les traités doivent être respectés, est une phrase que nous connaissons bien, en relations internationales. Tout repose sur la confiance que nous avons dans les signatures, et c'est ce que l'Europe a toujours défendu. Par conséquent, pour rester crédibles et être considérés comme des acteurs crédibles, nous devons remplir nos propres obligations sur le plan normatif. La solidarité est un bon slogan, mais vous devez l'inscrire dans un cadre normatif. Je voudrais que l'Europe sorte de cette mentalité de comptable et aille plus loin dans la compréhension des grands défis géopolitiques. Cette compréhension fait défaut à plusieurs niveaux. Elle exige une éducation humaniste, de la détermination et un certain degré de courage et de confiance en soi. C'est ainsi que je conçois mon travail dans le cadre de mes fonctions actuelles de présidente de l'Union Européenne : il est parfois nécessaire d'appeler un chat un chat.

Ali ASLAN

Il s'agit du désir d'une Europe plus courageuse et plus confiante. Monsieur le ministre Borrell, je tiens à vous donner l'occasion de conclure sur cette même question. Au sujet de l'avenir de l'UE, dont votre pays fait partie depuis de nombreuses décennies, et du fait de vos voyages et discussions avec de nombreuses personnes dans le monde entier, quelle est l'image de l'Europe à l'international ? Avons-nous toujours les moyens et l'influence nécessaires pour jouer un rôle important sur la scène mondiale ?

Josep BORRELL

Avant la crise de l'euro, lorsque je voyageais en Amérique du Sud, les gens me demandaient comment répéter le succès de notre processus d'intégration. C'était avant la crise, l'économie était en plein essor, nous accueillions beaucoup de migrants et les gens nous considéraient comme un exemple à suivre. La crise a ensuite éclaté et de nombreux pays européens ont perdu 10 ans. Aujourd'hui, nous n'avons plus le poids des autres grandes puissances émergentes. L'avenir de l'Europe passera par une intégration plus grande et plus forte, mais tous les États européens ne sont pas prêts à le faire et beaucoup ne le souhaitent pas. Il ne s'agit pas uniquement du Royaume-Uni, d'autres pays ne veulent pas d'une meilleure intégration. La situation de l'Allemagne est optimale. Pourquoi changerait-elle ?

Toutefois, si l'on veut jouer un rôle dans le monde et exercer une influence, l'Allemagne toute seule est trop petite - nous devons mener une intégration plus large, tout en sachant de façon réaliste qu'il n'y a aucune volonté de le faire dans de nombreux pays européens. Pour moi, les mots-clés sont intégration différenciée autour de la zone euro et de la zone Schengen.

Ali ASLAN

Voulez-vous dire une Europe à deux vitesses ?

Josep BORRELL

Nous sommes déjà dans une Europe à deux vitesses. Certains États membres partagent une devise commune, d'autres pas. Certains ont aboli leurs frontières et d'autres veulent les fermer. Deux des caractéristiques les plus importantes d'un État, la monnaie et la frontière, sont partagées par certains d'entre nous tandis que d'autres refusent de les partager. Il y a donc une intégration différenciée. Ce n'est pas nouveau.

Ali ASLAN

J'essaie de conclure ce propos sur une note d'espoir et d'optimisme, mais je comprends et apprécie l'honnêteté dont vous faites preuve en nous livrant vos préoccupations vis-à-vis de l'Europe, en particulier par rapport au fait que certains États membres ne sont pas prêts ou disposés à faire progresser cette union. En ce qui concerne certaines questions européennes stratégiques, nous aurions pu poursuivre pendant deux ou trois heures, et c'est un sujet qui nous occupera encore longtemps. C'est ce qui ressort clairement des déclarations passionnées et éloquents de ce débat.

L'Europe aura une place et un rôle à jouer sur la scène internationale, qu'elle le veuille ou non. La question est de savoir quelle en sera la portée, la taille et la capacité.